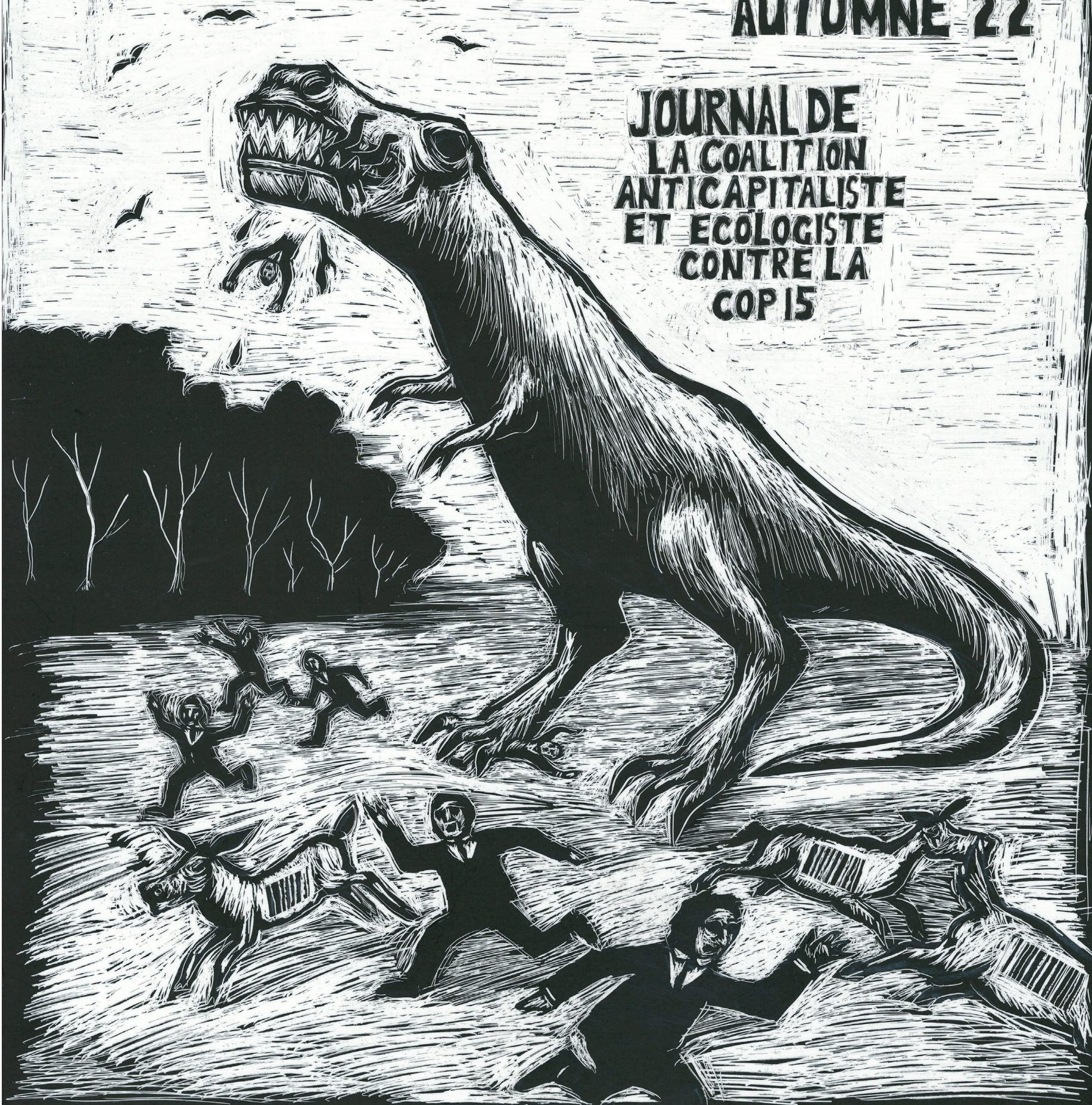


DEFENDONS LA BIODIVERSITE

# BLOQUONS LA COP15

AUTOMNE 22

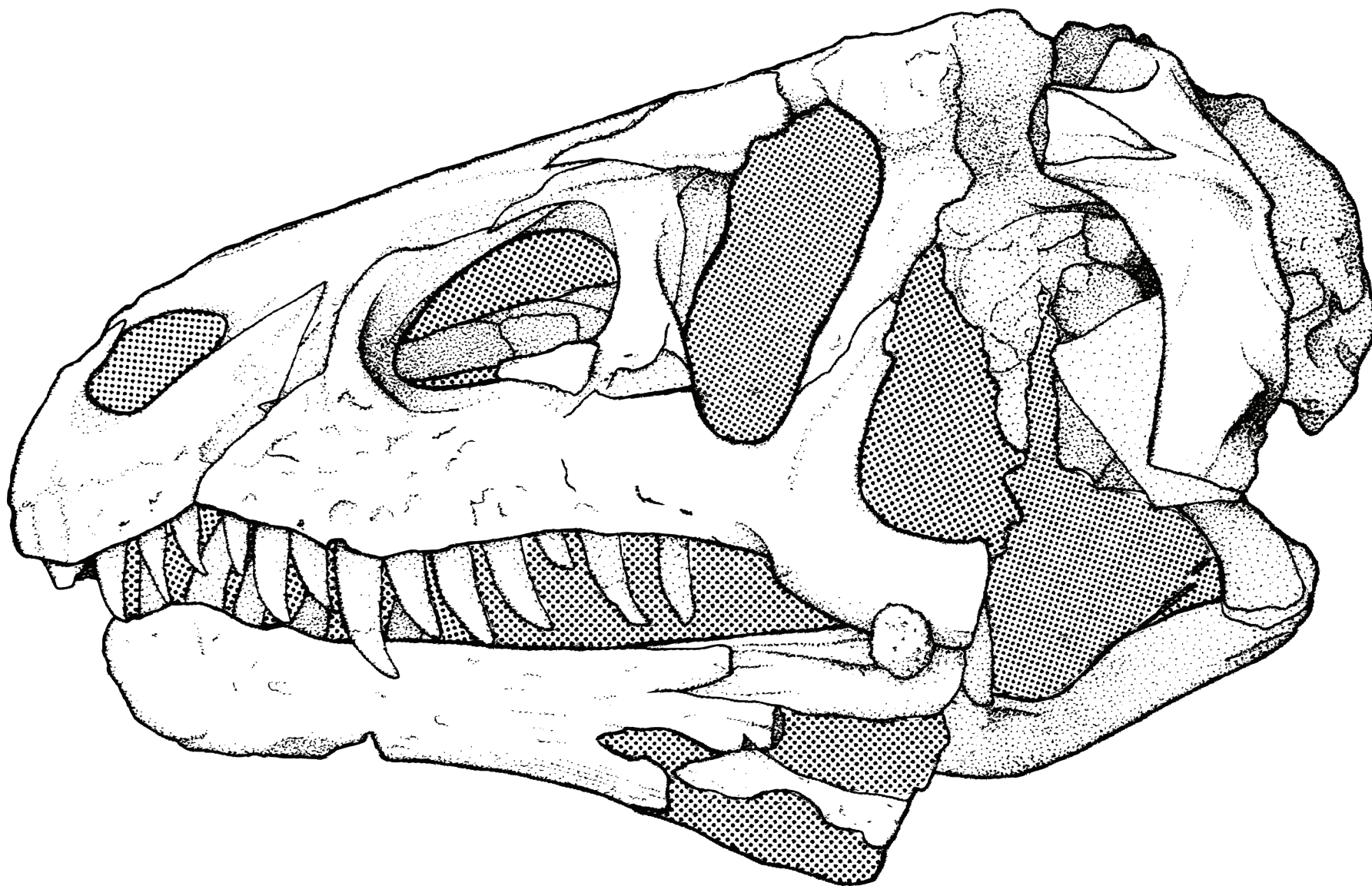
JOURNAL DE  
LA COALITION  
ANTICAPITALISTE  
ET ECOLOGISTE  
CONTRE LA  
COP15



# TABLE DES MATIÈRES

---

FACE À LA 6 <sup>e</sup> EXTINCTION DE MASSE	3
COP14: DE BEAUX DISCOURS... AU SERVICE DU CAPITALISME VERT	4
D'ÉCHEC EN ÉCHEC, JUSQU'À LA FIN DU MONDE	5
ONU, COP15 ET COLONIALISME	6
L'EXTRACTIVISME, LE COMPRENDRE POUR MIEUX LE COMBATTRE	7
LA RÉSISTANCE EST FERTILE, LA COP15 EST STÉRILE	8
BLACK BLOCS SUR CARRÉS BLANCS + HOROSCOPI5	9
PETITE HISTOIRE DES CONTRE-COMMETS ANTICAPITALISTES	10
LA COMMERCIALISATION DE LA NATURE	12
LA PESTE, LE CHOLÉRA OU LES DEUX?	14
FAIRE LA GRÈVE CONTRE LA COP15	16



Merci à Alex Fatta pour le dessin de couverture.  
Les autres images proviennent de [justseeds.org](http://justseeds.org).

# FACE À LA 6<sup>e</sup> EXTINCTION DE MASSE

Depuis près de trente ans, les rapports scientifiques alarmistes sur l'érosion de plus en plus forte de la biodiversité s'empilent. Une des plus grandes menaces à la biodiversité est la perte d'habitat liée à la crise écologique. Mais de manière plus générale, ce qui cause la perte de biodiversité et les bouleversements climatiques est un système économique basé sur une croissance infinie et des gouvernements qui dépendent de cette croissance pour se faire réélire. Il n'y a pas de raison pour que les gouvernements deviennent soudainement efficaces dans ces dossiers. De plus, avec la montée de la droite aujourd'hui, certains partis, politiciens et gouvernements réactionnaires choisissent carrément d'ignorer ce problème. On nous propose de disparaître comme les dinosaures et de nous taire pendant que les possédants tentent de tirer un dernier sous de la misère humaine.



C'est important de nous faire croire que les chaînes alimentaires ne seront pas dramatiquement perturbées par la disparition des abeilles, par la hausse du niveau des mers et océans ou par les bouleversements climatiques. Il faut que la confiance dans l'avenir se maintienne pour que les gens n'arrêtent pas de consommer et pour que la croissance continue. Le sommet de la COP15 ne produira au mieux qu'une nouvelle série de mesures qui prétend adapter la planète à notre système économique écocide.

Surtout que nous ne sommes individuellement responsables que d'une partie du problème: nous n'avons jamais demandé d'enrichir les patrons pour qu'ils s'achètent des jets privés avec notre travail acharné. Nous n'avons pas choisi d'habiter dans les quartiers avec les logements les moins bien isolés, simplement d'avoir une place où vivre. Nous n'avons pas choisi de manger des aliments engraisés aux pesticides, mais c'est souvent les seuls qu'on peut se permettre. Bref, on n'a rien à gagner du statu quo actuel. On n'a pas à se laisser exploiter pour que les riches détruisent la planète. On n'a pas plus de raison de croire que celles et ceux qui nous ont placés dans cette situation nous en sortiront. Surtout pas sur les questions de biodiversité, où la quasi-totalité des objectifs que se donnent les gouvernements n'est même pas atteinte.

Il faut donc alerter la population sur la grande mascarade qui se déroulera au centre-ville de Tiohtià:ke (Montréal) du 7 au 19 décembre.



Les gens qui protègent la biodiversité en ce moment ne seront pas au palais des congrès. Iels sont au Yintah, dans le nord de la soi-disant Colombie-Britannique et iels luttent contre la construction d'un nouveau pipeline. Iels mettent en place des banques de semences locales. Iels arrachent les plants de soja génétiquement modifiés en Inde et ailleurs. Ne disparaissions pas comme les dinosaures, résistons pendant qu'il en est encore temps!

## QUI SOMMES-NOUS?

La **Coalition anticapitaliste et écologiste contre la COP15 (CAECC)** est un regroupement réunissant plusieurs personnes de milieux différents qui s'unissent dans une mobilisation anticapitaliste, anticoloniale et anti-impérialiste visant à bloquer la tenue de la COP15, une conférence internationale des pays membres de l'ONU qui se déroulera du 7 au 19 décembre 2022 à Tiohtià:ke (Montréal).

Présentée comme une solution à la crise écologique, ce sommet prétend proposer un plan de conservation de la biodiversité d'ici 2050. La COP15 n'est en rien une solution, elle accentue au contraire l'exploitation des territoires des peuples autochtones ainsi que la destruction des écosystèmes.

Il est nécessaire de rejeter totalement ce genre d'évènement. Il faut s'organiser, faire entendre nos voix, réfléchir et mettre en place des solutions concrètes anticapitalistes, anticoloniales et anti-impérialistes. Face à l'urgence, l'éco-anxiété et la peur ne sont pas les seules réponses.

Tou·tes sont les bienvenu·es à se joindre à la Coalition pour faire front contre la COP15 afin d'assurer la réelle protection de la biodiversité.

## MOBILISONS-NOUS!

Pour nous joindre: [fucklacop15@riseup.net](mailto:fucklacop15@riseup.net)

# COP14: DE BEAUX DISCOURS...

## AU SERVICE DU CAPITALISME VERT

---

**E**n novembre 2018, la COP14 se déroulait en Égypte. Nous croyons qu'il est important de revenir sur les résultats ayant émergés de cette dernière conférence des parties prenantes de la Convention sur la diversité biologique (CDB) afin de souligner pourquoi s'en remettre à ces conférences pour éviter le déclin de la biodiversité est dangereux. Notre lecture des résultats de la COP14 se base sur les documents décisionnels approuvés par les parties présentes lors de la convention.

Il ne faut pas fouiller bien loin dans les archives de la COP14 pour réaliser à quel point ce sommet international n'aide en rien la cause qu'il prétend servir. Dans le tout premier document (14/1 *Updated assessment of progress*) approuvé par la convention, les participant-es de la COP14 soulignent clairement qu'aucun de leurs objectifs n'ont été atteint et qu'ils ne sont pas en voie de l'être. Cela ne les empêche tout de même pas de se féliciter candidement et à de multiples reprises d'avoir mené des évaluations ayant permis de constater l'état alarmant de la situation. L'oscillation entre le ton grave et célébratoire de la COP14 montre que les gouvernements agissent comme des comédien-nes. Ils y vont pour bien paraître, en sachant très bien que la biodiversité passe très loin derrière la croissance économique.

Le troisième document (14/3 *Mainstreaming of biodiversity*) de la convention est sans doute le plus intéressant puisqu'il aborde ses relations avec les multinationales extractivistes (pétrolières, minières, etc.), les banques centrales et les gouvernements; bref, avec tous les acteurs étant à la racine de la crise liée à la biodiversité. La limpidité de ce document est frappante: il ne s'agit en rien de critiquer ceux qui nous précipitent vers la catastrophe, mais bien de les inviter à intégrer à leur modèle d'affaires des réflexions sur la biodiversité. Cela a deux conséquences principales. D'une part, la

COP14 mise sur la responsabilité sociale des entreprises – qui dans les faits ont uniquement des intérêts économiques – pour régler le déclin de la biodiversité, ce qui a largement démontré son inefficacité.

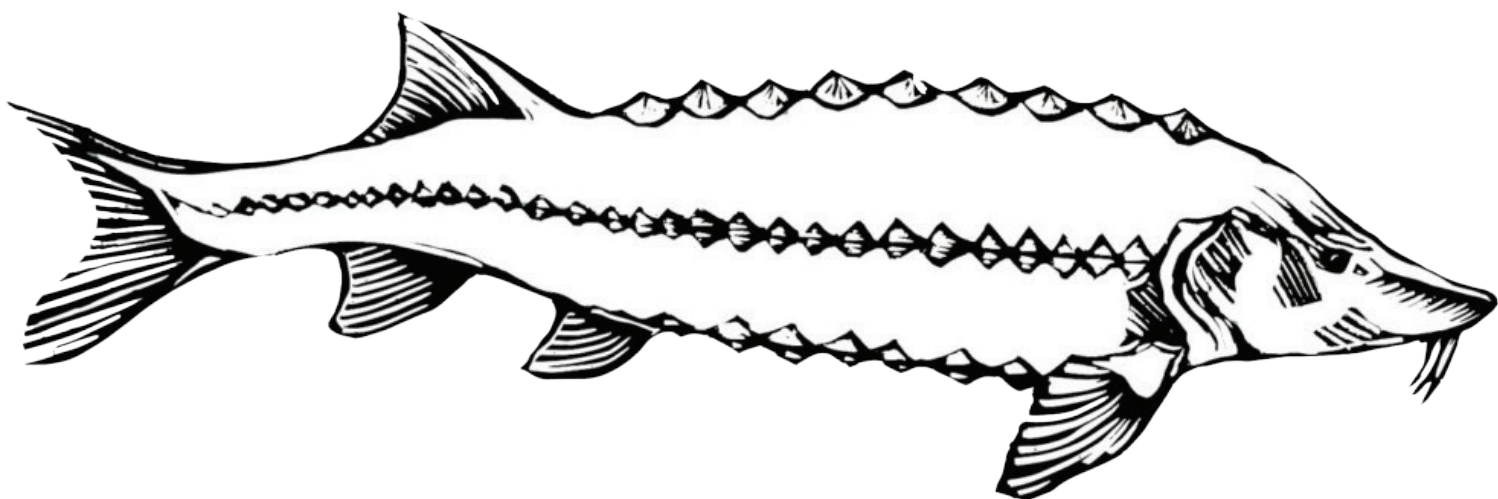
D'autre part, l'intégration (traduction de l'anglais de «*mainstreaming*») de la biodiversité aux entreprises vise à faire valoir auprès de celles-ci le potentiel économique lié à l'exploitation de la biodiversité. Par exemple, l'article 16A invite les organisations présentes à faire la promotion de la mise en œuvre de l'intégration de la diversité biologique dans les milieux d'affaires et le secteur financier, en «*améliorant la prise en compte par les entreprises de l'importance et de la valeur de la diversité biologique dans ces secteurs*». En d'autres mots, la COP14 envoie un message clair à ceux qui ont ben du cash: ils pourront toujours en faire plus s'ils compensent en investissant dans l'exploitation de la biodiversité. Tel qu'expliqué dans le texte «*la commercialisation de la nature*» ( en page 12 du présent journal), ces investissements ne peuvent qu'être contreproductifs.

Les documents issus de la COP14 mentionnent aussi à plusieurs reprises l'importance des consultations auprès des communautés autochtones lorsque vient le temps d'exploiter la biodiversité. Nous croyons qu'il s'agit là d'une grande hypocrisie. Bon nombre d'États présents à la COP14, notamment en Amérique du Sud, n'ont en rien consulté depuis 2018 ces communautés avant de les délocaliser brutalement pour ensuite détruire leur territoire. Au «*Canada*», l'État reconnaît dans ses négociations avec les communautés autochtones uniquement les organes politiques qu'il a lui-même mis en place, soit les Conseils de bande. Historiquement, les communautés autochtones, aujourd'hui sous l'autorité de l'État canadien, avaient plutôt des chef-fes hérédi-

taires qui étaient choisi-es par les aîné-es et qui n'avaient pas d'autorité formelle sur les communautés. Ces chef-fes héréditaires s'opposent fréquemment aux projets extractivistes canadiens – pensons notamment au projet de pipeline passant sur le territoire des Wet'suwet'en – mais ne sont jamais écouté-es, car iels ne sont pas reconnu-es par l'État canadien.

Dans un dernier temps, nous voulons souligner l'espoir que met la COP14 dans le développement d'une technologie miraculeuse qui pourrait nous permettre de continuer de mener des vies de merde tout en ayant une empreinte restreinte sur la biodiversité. La foi religieuse aurait-elle regagné les cœurs de nos scientifiques si fièrement athé-es? Cette vision d'une technologie rédemptrice se retrouve notamment dans l'article 13.K qui encourage «*l'application de technologies, la recherche et le développement, et l'innovation qui sont axés sur l'intégration dans les secteurs de l'énergie et l'exploitation minière, des infrastructures et de la fabrication et la transformation*». Aucune technologie ne peut permettre à une pétrolière d'être autre chose que ce qu'elle est: une compagnie qui génère des tonnes de profit en massacrant le territoire et en permettant aux automobilistes d'émettre toujours plus de CO<sub>2</sub>.

En gros, ce que nous a offert la COP14, c'est un beau discours faisant l'apologie d'un «*capitalisme vert*» où les grosses compagnies les plus polluantes admettraient leur part de responsabilité et décideraient de changer leurs pratiques au détriment de leurs profits. On n'a jamais vu ça arriver. On ne verra jamais ça arriver. Lors de la COP15, ne laissons pas les mêmes pourris nous balancer au visage cette rhétorique absurde qui nous fait perdre le peu de temps qu'il nous reste pour agir.



# D'ÉCHEC EN ÉCHEC

## JUSQU'À LA FIN DU MONDE

La décennie 2011-2020 était celle de la biodiversité de l'ONU, où les pays du monde entier «se sont employés à combattre les nombreuses causes de la perte de biodiversité», selon le secrétaire général des Nations-Unies. L'auriez-vous su si on ne venait pas de vous le dire? Les pays s'étaient donné 20 objectifs, aussi appelés «objectifs d'Aichi», dont aucun n'a été atteint. Ces objectifs devaient être revus en 2020, mais la COP15 a été reportée due à la pandémie. C'est donc ce décembre que les pays se questionneront pour savoir ce qu'ils vont faire par la suite.

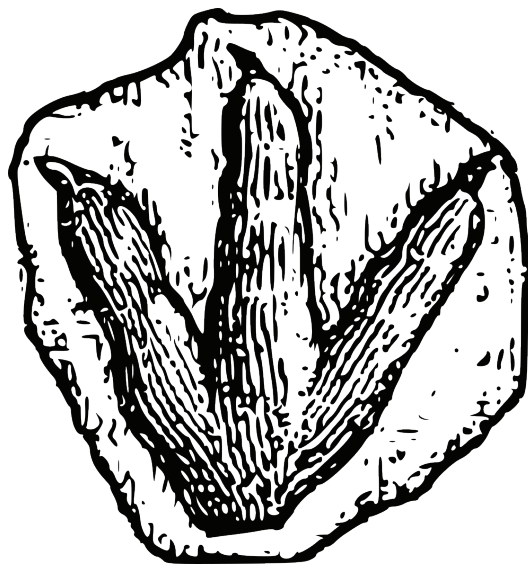
Avant tout, l'idée générale de ces objectifs est simple: il faudrait vivre en harmonie avec la nature d'ici 2050. Cette idée peut sembler aller de soi, mais ça signifie qu'avec seulement quelques petits ajustements, il serait possible d'ignorer les pressions économiques à la base des dérèglements écologiques actuels. La croissance perpétuelle que demande le capitalisme est évidemment au centre de la destruction des écosystèmes, mais n'est jamais mentionnée. Dans cet article, nous observerons d'abord le principe de réduction des subventions nocives et le principe de consommation durable, qui sont tirés des propositions actuelles faites par la Convention sur la diversité biologique (CDB). Finalement, nous montrerons que ces principes découlent d'une interprétation erronée du concept de nature, qui la détache de notre mode de vie.

### Moins subventionner les pollueurs

L'objectif n°17 de la CDB propose aux pays de réduire en partie les subventions aux compagnies qu'ils jugent nuisibles pour la biodiversité. Ainsi, la vision partagée dans ce sommet est qu'il n'est pas nécessaire de réguler et d'interdire certaines pratiques, par exemple les techniques de gestion forestières nuisibles ou l'utilisation de pesticides sur de grandes surfaces. On fait ainsi le pari que sans ces subventions, les entreprises réduiront largement leurs pratiques nocives et destructrices. Or, c'est cette absence de contrainte effective qui nous a menés à la situation actuelle: la fonderie Horne n'a pas ajusté ses émanations d'arsenic par elle-même.

De la même façon, l'objectif n°14 propose de réduire de 50% les effets sur la biodiversité en s'assurant que les pratiques de production soient soutenables. En évitant de demander aux gouvernements d'interdire les pratiques nuisibles, on reste dans l'illusion que les entreprises nuisent à la biodiversité

par inconscience. Or, le principe de base des entreprises capitalistes est la réduction des coûts et la maximisation des profits. Les téléphones cellulaires en sont un bon exemple. En l'espace de dix ans, les téléphones dotés de batteries qui peuvent être remplacées par les utilisateur-trices ont entièrement disparus. Ceci permet en effet d'augmenter les ventes: il est possible de rendre les produits plus difficilement réparables, forçant de nombreuses personnes n'ayant pas les capacités techniques ou la patience au remplacement de leur appareil en entier. La course au profit se fait aux dépens des consommateur-trices et de l'environnement. Les entreprises font des aménagements superficiels comme mettre leurs téléphones dans des boîtes recyclables, mais jamais elles ne voudront en vendre moins.



### Éliminer la consommation non durable

En faisant croire à la bonne volonté des entreprises qui détruisent notre environnement, on en vient à reporter la faute sur les consommateur-trices. Or, il est clair que les populations consomment ce qu'elles peuvent se permettre: pour la plupart, les aliments produits avec des pratiques néfastes pour l'environnement sont les seuls qu'ils peuvent se permettre. Encore une fois: pourquoi les productions agricoles et industrielles nuisibles ne sont-elles pas interdites? En empêchant les monocultures industrielles utilisant des herbicides, la terre deviendra disponible pour des pratiques plus respectueuses, permettant à tou-tes de bénéficier d'une agriculture plus durable et à faible coût. Ce refus d'intervenir directement et clairement montre que les pays sont prêts à sacrifier des mesures efficaces pour des indicateurs flous qui leur permettront pour la plupart d'éviter d'assumer leur responsabilité

dans la destruction du vivant. Avec les objectifs n°17 et n°14, même si l'entente signée était contraignante, on laisse les entreprises continuer la destruction de la biodiversité pendant encore 10 ans sans aucune répercussion.

### Créer des zones protégées sur 30% du globe

Le seul objectif ayant passé près d'être atteint était la mise en place de zones protégées équivalentes à 17% de la surface terrestre. Seulement 15% ont été mises en place. Mais pourquoi donc cet objectif serait-il atteint? Les zones protégées ont pendant longtemps été basées sur une conception particulière de la nature où les humain-es sont absent-es. Cependant, il est estimé que la mise en place de zones protégées pourrait déplacer jusqu'à 100 millions de personnes dans le monde, puisque les humain-es se sont logé-es dans les espaces où la biodiversité permettait la vie. Ce sont les populations autochtones qui sont et seront principalement touchées puisqu'elles dépendent directement des processus biologiques et habitent sur des territoires réputés être non-développés. Bien que dans certains pays des aires protégées soient parfois réalisées en cogestion avec des communautés autochtones, il demeure que ces aires sont des sources de nombreux conflits. Comment s'assurer par exemple que les communautés ne seront pas davantage surveillées par les États qui leur offrent ces ententes de cogestion? Dans tous les cas, ces aires protégées sont un pansement sur une hémorragie. On prévoit entre autres l'ouverture de plus de 250 mines pour s'assurer de la production de batteries pour la transition vers les véhicules électriques, comme s'il était plus facile de créer des aires protégées complémentaires autour de ces mines plutôt que de mettre en place du transport en commun abordable.

Avec de tels objectifs, il semble clair qu'on ne va pas dire aux entreprises de cesser leurs activités polluantes et qu'on responsabilisera les consommateur-trices de leurs achats non-durables. Rien ne peut changer tant que le profit est roi. En refusant de prendre en compte le système économique tel qu'il est, on se borne à croire à la fée de la bonne volonté, comme on a fait avec tous les objectifs précédents qui ont échoué. Pire, on donne davantage d'outils pour perpétuer le colonialisme vert, en chassant toujours plus les peuples autochtones vers les villes et les usines, vers le mode de production que l'on refuse de questionner.

# ONU, COP15 ET COLONIALISME

**E**n vue de la prochaine rencontre de la COP15, on apprend que le gouvernement canadien ferait partie de la «Coalition de la Haute Ambition pour la Nature et les peuples». Selon le site internet de la coalition, celle-ci «œuvre en faveur d'un accord mondial visant à protéger au moins 30 % des terres et des océans de la planète d'ici à 2030 lors de la 15e conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15)»

À première vue, les principes guidant cette coalition semblent louables: «Les peuples autochtones et les communautés locales sont les protecteurs des sites les plus riches en biodiversité du monde. Pour atteindre efficacement et équitablement cet objectif rehaussé, ils devraient être engagés en tant que partenaires dans la conception et la gestion de ces zones conservées, en garantissant le consentement libre, préalable et éclairé et le respect de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.»



Très beau tout cela. On peut toutefois douter de la bonne foi de l'État Canadien qui, rappelons-le, a bloqué l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones pendant une dizaine d'années, appuyées par d'autres pays issus du colonialisme d'occupation blanche: les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Depuis son adoption en 2007, pas grand-chose n'a changé. Près de 15 ans plus tard, résultant d'importantes mobilisations et pressions de la part des communautés autochtones, le Canada adoptait finalement une loi visant à intégrer la Déclaration au cadre juridique canadien en juin 2021.

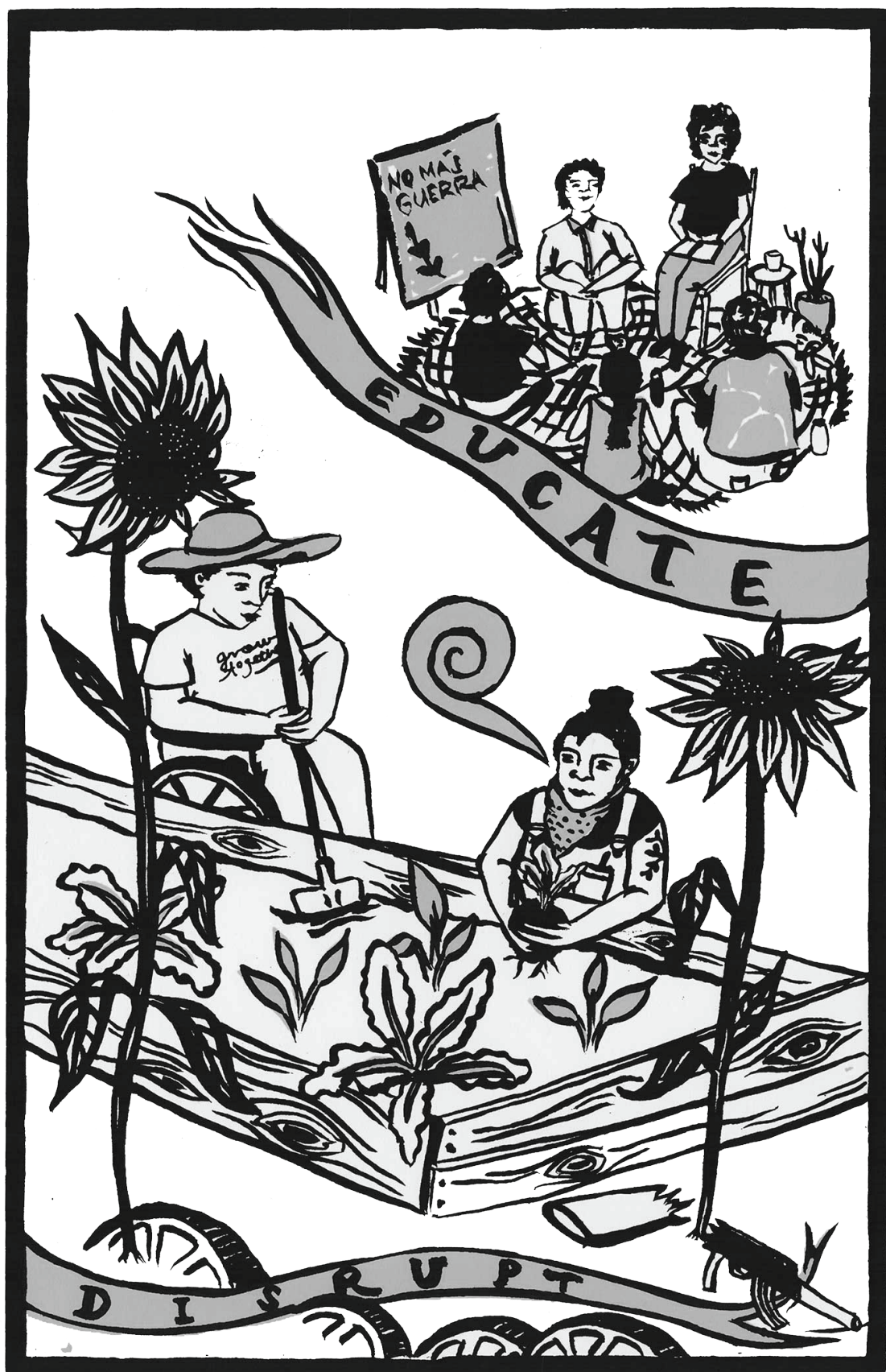
Cela n'a pourtant pas empêché le gouvernement d'envoyer sa police coloniale armée de fusils d'assauts déloger les Wet'suwet'en de leur territoire ancestral afin de permettre la construction d'un gazoduc sous la rivière Wedzin Kwa quelques mois plus tard. Si l'État canadien était vraiment engagé

dans la protection de la biodiversité, celui-ci devrait d'abord et avant tout cesser l'invasion extractiviste et coloniale des territoires autochtones.

Ceci n'a pas non plus empêché les minières canadiennes de continuer d'exploiter l'Afrique et l'Amérique du Sud, appuyées par les ambassades canadiennes, réprimant violemment toute tentative d'opposition à ces projets écocidaire. Les entreprises minières canadiennes sont connues partout dans le monde pour les violences qu'elles imposent aux communautés: destruc-

tion des écosystèmes, violences sexuelles, enlèvements, assassinats politiques, toutes les stratégies semblent acceptables pour imposer l'exploitation capitaliste de ces territoires.

L'hypocrisie de ce gouvernement n'a aucune limite. Ses belles paroles devant d'autres chefs d'État ne sauront nous distraire de la lutte que nous menons: contre le capitalisme, le colonialisme, l'impérialisme et toutes les structures qui assurent le confort des uns par l'exploitation des autres.



# L'EXTRACTIVISME

## LE COMPRENDRE POUR MIEUX LE COMBATTRE

Un mot de plus en plus fréquemment sollicité dans les réflexions sur les dynamiques inégalitaires entre le Nord et le Sud global est celui d'extractivisme. Pour le démystifier un peu, voici un court article qui en fera une très brève présentation.

Premièrement, l'extractivisme consiste en l'exploitation massive des ressources de la nature ou de la biosphère. En tant que phénomène social, politique et économique, l'extractivisme n'est pas accidentel ou annexe au capitalisme. Il a été un facteur essentiel du développement historique de celui-ci, s'inscrivant pleinement dans le colonialisme et l'impérialisme occidental. L'accaparement des matières premières dans les pays du Sud global par les États du nord, est un rouage essentiel de la croissance économique. Encore aujourd'hui, il constitue une partie indispensable de son fonctionnement. Aujourd'hui, la configuration du capitalisme mondial contraint les pays du Sud, sous les impératifs des grandes entreprises transnationales et des organisations comme le FMI, à maintenir un modèle extractiviste dans lequel les activités économiques sont spécialisées presque uniquement dans l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles ainsi que des matières premières.

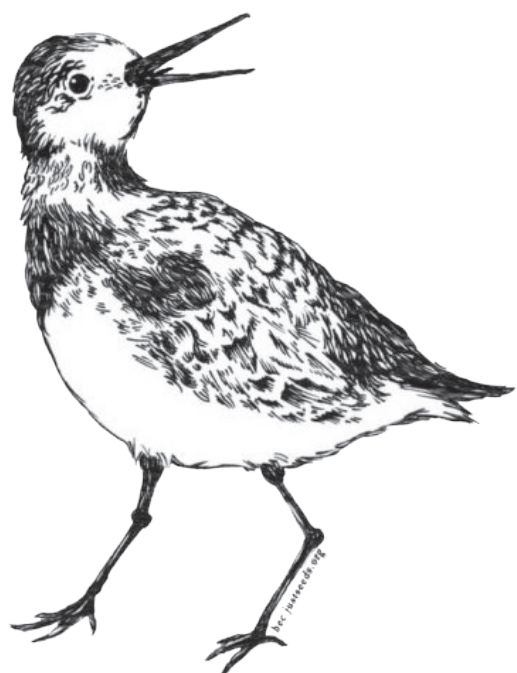
Le modèle extractiviste, qu'on retrouve particulièrement en Amérique latine, a des effets négatifs sur le plan économique, humain et écologique pour les pays pris dans ce modèle. Au niveau économique, les pays au modèle économique extractiviste sont hautement dépendants de l'importation des produits finis provenant de l'extérieur, qu'ils doivent payer plus cher. Cette situation est hautement problématique et constitue, pour les économies de l'Amérique du Sud, une des causes principales de leurs endettements systémiques.

Au niveau humain, l'extractivisme engendre des violences et des torts directs aux populations des pays du Sud, particulièrement aux peuples autochtones. Sous les impératifs constant et croissant de l'accumulation, les industries extractives nécessitent toujours de plus grands territoires et une plus grande quantité de ressources à exploiter. Cela engendre des processus de dépossession et d'expropriation des territoires et moyens de vie des personnes et principalement des communautés autochtones. Ces expropriations sont la plupart du temps légalisées, exécutées et légitimées par plusieurs États, en partie à cause de la pression d'accords et

d'institutions internationales protégeant les intérêts des multinationales.

Au niveau écologique, le traitement des pays du Sud comme un puits sans fond de ressources à piller sans aucune considération pour les impacts écologiques cause un déséquilibre fondamental des écosystèmes ainsi que la destruction des multiples espèces animales et végétales qui y vivent.

Voilà brièvement qui décrit le concept. Peu importe comment on prétend le réformer, l'humaniser, l'améliorer, peu importe comment les élites et les gouvernements du Nord comme du Sud le présentent, l'extractivisme est toujours d'origine coloniale, toujours violent, toujours écocidaire et toujours intolérable. La COP15 ne reconnaît et ne propose aucune solution à ce problème majeur. Au contraire, elle propose des solutions essentiellement capitalistes qui protègent l'intérêt d'entreprises extractives et renforce la dynamique coloniale de contrôle occidental sur les pays du Sud. S'opposer à la COP15, c'est s'opposer à cette dynamique d'exploitation et d'oppression qu'est l'extractivisme.



## L'ÉCOFÉMINISME

L'écoféminisme est une branche du féminisme qui s'intéresse aux croisements entre le féminisme et l'écologie. Les écoféministes soutiennent que le développement et la destruction des écosystèmes affectent négativement et de manière plus importante les femmes, et plus particulièrement, les femmes du Sud global. De plus, elles affirment que le capitalisme repose à la fois sur l'exploitation du travail reproductif des femmes et de la nature. Par exemple, lorsque de grandes compagnies imposent un modèle agro-industriel dans des communautés du Sud global, bon nombre de femmes se font confisquer les fruits de la nature qu'elles récoltaient localement, ceux-ci appartenant désormais aux grandes compagnies. Par ailleurs, les impacts destructeurs que ces compagnies apportent sur la biodiversité et les déchets qu'elles génèrent ont des effets dramatiques sur le corps des femmes ainsi que sur leurs enfants, si elles en ont, ne serait-ce qu'en rendant l'eau non potable. Les écoféministes sont généralement très critiques des États, qu'elles nomment des *Father States* pour souligner leur aspect patriarcal, ceux-ci visant à favoriser l'appropriation capitaliste de ce que la *Mother Earth* peut nous offrir. Nous croyons qu'il faut rester prudent-es lorsqu'on associe la nature aux femmes, par risque de rendre indétachable la relation entre les femmes et une identité de mère. Cependant, nous croyons que la lutte pour la protection de la biodiversité est un enjeu féministe et qu'il est important de souligner le fait que les femmes et les enfants – dont les femmes sont souvent responsables – subissent de manière plus importante les dégâts du déclin de la biodiversité. Les perspectives écoféministes nous permettent de rester critiques des demi-solutions qui ne remettent pas en cause les systèmes économique et politique donnant la possibilité aux États du nord de balancer dans la cour des États du sud toutes les conséquences écologiques du capitalisme. Par exemple, nous pouvons penser à l'idée de remplacer l'énergie pétrolière par le nucléaire, ce qui en soi a des conséquences environnementales majeures, en plus de ne pas remettre en question le mode de vie des riches qui génèrent une quantité de déchets pharaonique.

# LA RÉSISTANCE EST FERTILE

## LA COP15 EST STÉRILE

**B**on nombre des projets capitalistes verts financés par les initiatives de la COP15 semblent réellement valables par rapport à l'alternative consistant à rester passives au capitalisme. Le financement des transports verts, des politiques limitant le développement effréné, etc. font que les capitalistes et les gouvernements qui les soutiennent se présentent comme les «sauveurs de la vie sauvage» lors de conférences comme la COP15. Mais nous ne pouvons pas perdre de vue le fait qu'ils utilisent en fait l'ensemble extrêmement limité d'outils politiques et réglementaires dont ils disposent pour boucher quelques-uns des trous qu'ils ont eux-mêmes créés. Surtout que l'eau entre plus vite dans le navire qu'ils ne réussissent à écoper.

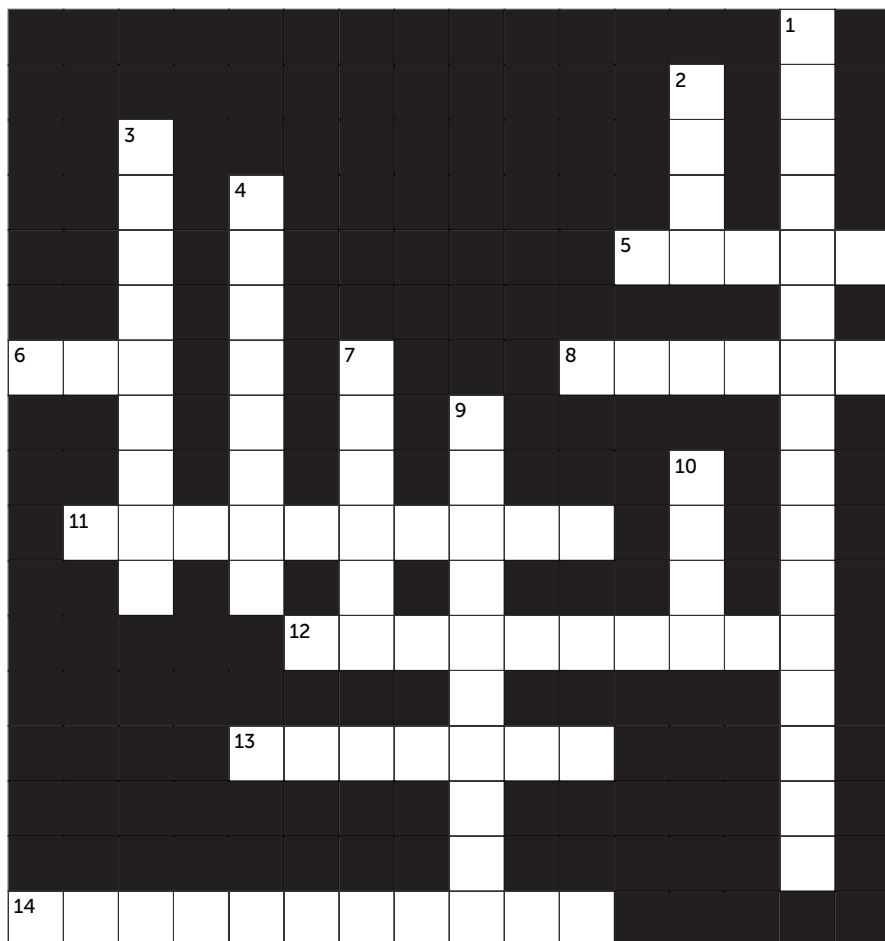
La seule façon d'atteindre l'objectif de la COP15, soit de «vivre en harmonie avec la nature» d'ici 2050, est de repenser complètement notre système de relations sociales et écologiques, puis de construire des alternatives anticapitalistes durables. Heureusement, il existe des communautés qui construisent des solutions anticapitalistes réelles et durables pour lutter contre la perte de biodiversité. Par exemple, presque tous les documents publiés par la COP15 reconnaissent que la «participation pleine et effective» des peuples autochtones est essentielle à la conservation. Mais la décolonisation et la restitution des terres (*landback*) sont des méthodes réelles pour inverser la perte de biodiversité – ce ne sont pas des termes creux. Nous ne pouvons pas permettre à la COP15 de s'approprier ces solutions en vidant les reconnaissances de terres de leur sens alors que l'État hôte de la COP15 continue de réprimer violemment les défenseurs de la terre et de l'eau. On n'a pas besoin d'une participation et d'une inclusion symbolique – on a besoin d'une redistribution complète du pouvoir et de la richesse matérielle. Nous devons démanteler la machinerie étatique violente qui empêche une gestion responsable des terres dès que les intérêts du peuple sont en contradiction avec la recherche du profit. Par exemple, les défenseur·es des terres Wet'suwet'en sont engagés dans une lutte de dix ans pour une gestion responsable des terres – iels sont plus que capables de protéger la biodiversité de la région, si seulement la GRC les laissait faire!

STRATÉGIE	RELATION AVEC LA RESTAURATION DE LA BIODIVERSITÉ
<b>Landback</b>	Une stratégie dirigée par les autochtones pour rétablir leur souveraineté sur toute l'île de la Tortue. Les populations paysannes et indigènes sont parmi celles qui font le plus pour conserver et restaurer la biodiversité en tant que gardiennes responsables de la terre. Iels maintiennent activement un équilibre écologique dynamique en récoltant, en chassant et en pêchant de manière responsable, en prêtant une attention particulière à l'évolution des plantes et des animaux d'une année sur l'autre et en modifiant leurs interactions avec la nature en conséquence.
<b>Défense du territoire par les Wet'suwet'en</b>	La communauté Wet'suwet'en se défend contre la construction du pipeline CGL, qui menace le saumon, le caribou et de nombreuses autres espèces sauvages essentielles à la région. Vous pouvez suivre leur campagne sur <a href="https://www.yintahaccess.com/">https://www.yintahaccess.com/</a>
<b>Défense des terres d'Ada'itsx (Fairy Creek)</b>	Ada'itsx (Fairy Creek) est l'une des dernières forêts anciennes de la Colombie-Britannique. Elle comprend les 2,7 % de forêts pluviales tempérées anciennes qui subsistent dans la province et abrite un certain nombre d'espèces menacées. Menées par les Premières Nations Pacheedaht, Ditidaht et Huu-ay-aht, les défenseur·es des terres ont été confronté·es à une sévère répression de la GRC dans leurs efforts pour défendre ce précieux écosystème contre l'exploitation forestière et la construction de routes.
<b>Restauration réciproque</b>	Par rapport aux cadres de conservation qui tentent simplement de limiter les dommages causés par l'homme par le biais de la commercialisation, la restauration réciproque signifie reconnaître que la restauration de la terre et la restauration de la culture sont intimement liées – «ce n'est pas seulement la terre qui est brisée, mais notre relation avec elle». La véritable restauration de l'écosystème exige de revoir le cadre capitaliste dans lequel les institutions scientifiques traditionnelles effectuent des recherches, décrivent et interagissent avec les systèmes naturels. Pour ce faire, nous devons réunir les connaissances écologiques traditionnelles et la science occidentale, à l'intérieur et à l'extérieur des institutions scientifiques formelles.
<b>Réensauvager les pelouses</b>	Les pelouses qui servent de symboles de statut social pour les classes moyennes et supérieures sont horriblement inutiles – ce sont des monocultures qui n'entretiennent pas la vie. Le réensauvagement des pelouses est crucial à l'heure où la moitié des colonies d'abeilles du Canada n'ont pas survécu à l'hiver 2022 – la pire perte en 20 ans due à la propagation d'un insecte parasite, facilitée par le réchauffement climatique. Nous pouvons augmenter le nombre d'oiseaux chanteurs, d'abeilles et d'autres arthropodes et pollinisateurs simplement en arrachant le gazon entretenu et en cultivant plutôt des fleurs sauvages, des arbustes et ce que l'on appelle les «mauvaises herbes».
<b>Guerrilla Gardening et Seed-bombing</b>	Le <i>seed-bombing</i> et le <i>guerilla gardening</i> dans les lieux publics négligés, d'une manière responsable et respectueuse de la flore et de la faune indigènes, peuvent non seulement améliorer une zone de terrain autrement négligée, mais aussi contribuer à tempérer les effets du chauffage urbain et à fournir de la nourriture aux pollinisateurs.



# BLACK BLOCS SUR CARRÉS BLANCS

## MOTS CROISÉS CONTRE LA COP15

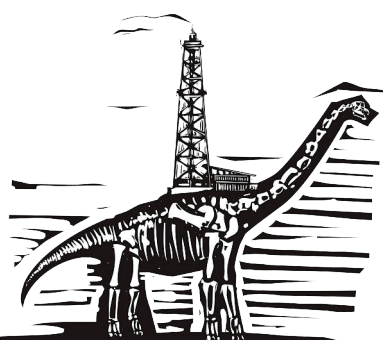


### Horizontal

5. Une très bonne excuse pour porter un masque en manifestation.
6. Banque canadienne investissant massivement dans les projets extractivistes.
8. 75% des sièges sociaux des compagnies minières y sont enregistrés en raison des avantages fiscaux qu'il leur offre.
11. Notre organisme sera présent au sein des conférences de la COP15. Nous nous prétendons écologistes, mais acceptons de collaborer avec ceux qui massacrent l'environnement.
12. Nom du peuple vivant en "Colombie-Britannique" protestant contre des projets extractivistes défendus par l'État canadien sur leur territoire.
13. Je pense qu'il est possible de défendre la biodiversité tout en investissant des milliards dans l'étalement urbain par la construction de liens autoroutiers.
14. Système économique qu'aucune conférence de la COP15 ne remettra en question.

### Vertical

1. Lieu où se déroule principalement la COP15
2. Nombre d'objectifs remplis par la Convention sur la diversité biologique.
3. Il y en aura énormément pour défendre la COP15.
4. Fausses solutions à la crise écologique et le déclin de la biodiversité.
7. Lieu où se déroulait la COP14 en 2018.
9. Un des deux seuls États à ne pas avoir ratifié la Convention sur la diversité biologique.
10. Couleur représentant ce que le capitalisme ne pourra jamais être.



## HOROSCOPE15

**Bélier:** Votre détermination est d'acier. Vous ne vous laisserez pas arrêter par les portes du palais. Vous serez aux premières loges pour voir le pouvoir fléchir!

**Taureaux:** La COP15 vous fera voir rouge, mais vous parviendrez à triompher en fonçant tête baissée. N'hésitez pas à proposer des alternatives radicales. Santé: prenez garde aux blessures au flanc!

**Gémeaux:** En décembre, vous serez fluide comme l'eau et solide comme la glace. Ne cessez jamais de remettre en question l'autorité, vous en serez pleinement récompensés!

**Cancer:** Parfois une pause est nécessaire pour se regrouper et reprendre des forces. Aussi, ne vous laissez pas bernier par l'écoblanchiment capitaliste. Chiffres chanceux: 1, 312.

**Lion:** Les injustices climatiques vous font rugir. Amour: entourez-vous de personnes qui pensent comme vous que le capitalisme doit être aboli!

**Vierge:** Votre attachement au vivant vous portera jusqu'à la défense du territoire. Voyage: c'est le moment de venir à Tiohtià:ke (Montréal) pour participer aux manifs contre la COP15!

**Balance:** Respectez votre rythme pour ne pas perdre l'équilibre. L'escalade des moyens de pression se fait un pas à la fois. Vous aurez un choix important à faire. Carrière: ne soyez pas une police!

**Scorpion:** Votre niveau d'énergie est au maximum. Vous vous sentez capable de piquer les écologistes carriéristes au vif. Attention de ne pas vous brûler à l'ouvrage. Prenez aussi soin de vous!

**Sagittaire:** Vous êtes volontairement optimiste, mais raisonnablement pessimiste. Assurez-vous d'avoir la force du nombre avant d'appeler à une action de masse!

**Capricorne:** Le vote de grève est passé grâce aux efforts de votre comité mob et vous voudrez célébrer en grand. Gardez les deux pieds sur terre, vous en aurez besoin pour avancer groupé!

**Verseau:** Il est important de voir les deux côtés de la médaille. Tout est une question de rapport de force et seule la lutte paie. Famille: vous remettrez un proche réactionnaire à sa place une bonne fois pour toutes!

**Poisson:** On vous fait miroiter de fausses solutions qui n'apporteront rien de bon dans votre vie. Ne soyez pas dupe, la COP15 ne règlera rien, renversons le capitalisme!

# PETITE HISTOIRE DES CONTRE-SOMMETS

## ANTICAPITALISTES

Si il y a eu des contre-sommets et des manifestations lors de sommets internationaux dans les années 1980, par exemple à Berlin Ouest, ou contre le Forum économique mondial à Davos en Suisse dans les années 1990, c'est vraiment le Sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, en novembre 1999, qui a lancé la tradition des mobilisations altermondialistes. Évidemment, d'autres phénomènes ont précédé la célèbre Bataille de Seattle: le soulèvement des Zapatistes le 1er janvier 1994, journée de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), les campagnes de désobéissance civile contre l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), les «*street-partys*» des écologistes anticapitalistes de *Reclaim the Streets*, à Londres, les manifestations contre l'Asian-Pacific Economic Cooperation (APEC) à Vancouver, etc.

La Bataille de Seattle a été importante parce qu'elle a offert l'occasion de lancer la première antenne d'Indymedia, et parce que s'y sont retrouvées les diverses tendances qui allaient se mobiliser à chaque grande mobilisation altermondialiste: les syndicats de masse et les organisations non-gouvernementales (ATTAC, Greenpeace, Oxfam, etc.) organisant un Sommet des peuples et une grande manifestation «unitaire» encadrée par un puissant service d'ordre, des groupes anticapitalistes pratiquant la désobéissance civile non-violente (sit-in, déroulement de bannière, etc.), des groupes anticapitalistes pratiquant la destruction de propriété privée et se confrontant aux forces policières (street-party, Black Blocs, etc.).

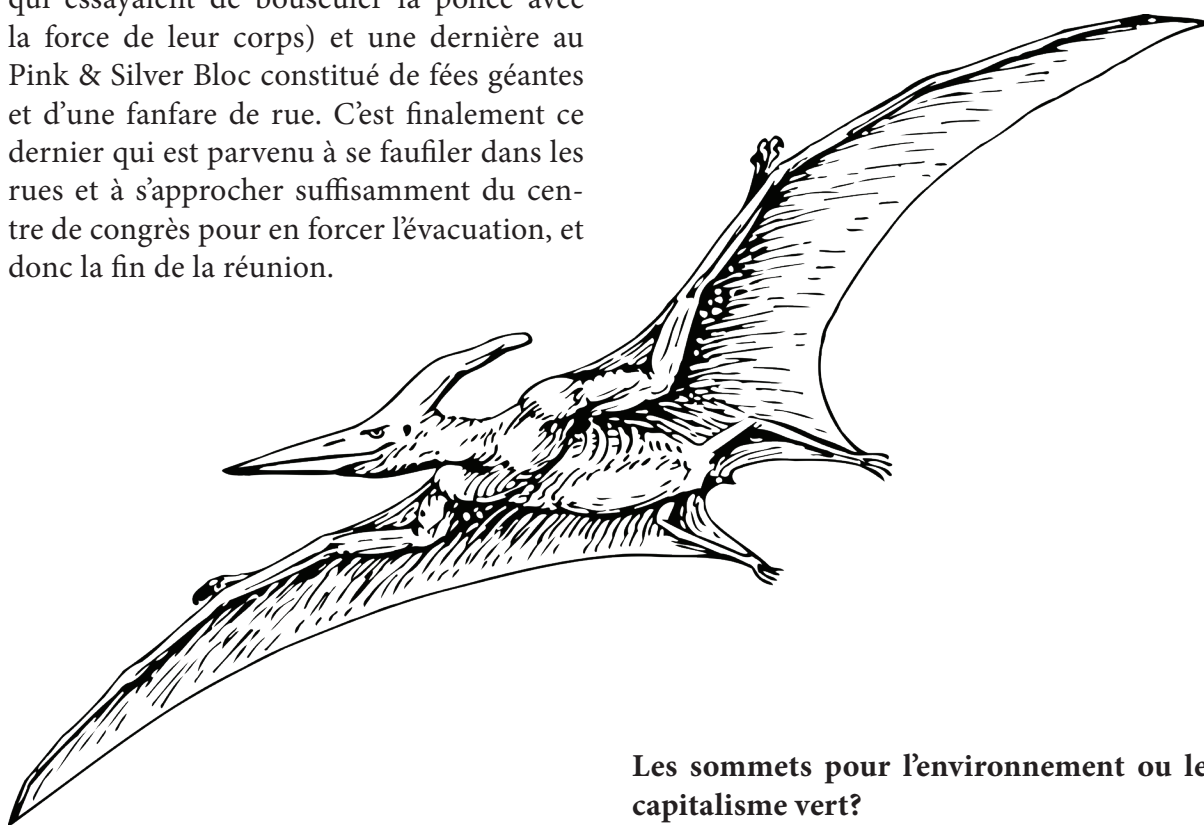
Les mobilisations altermondialistes se sont succédées rapidement: à Washington et à Prague en 2000 (Fonds monétaire international et la Banque mondiale), à Québec contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), à Göteborg (Union européenne) et à Gênes (G7) en 2001. Si les attaques aéri-

ennes du 11 septembre 2001 ont provoqué un choc même chez les altermondialistes aux États-Unis, les mobilisations se sont poursuivies, surtout en Europe et hors de l'Occident.

### Les Blocs et la diversité des tactiques

La première expérience de division des manifestations en zones de couleur semble avoir été tenté à Prague, en septembre 2000. Une zone était réservée au Black Bloc, une autre aux tuniques blanches (*Tute Bianche*, des activistes recouverts de rembourrage qui essayaient de bousculer la police avec la force de leur corps) et une dernière au Pink & Silver Bloc constitué de fées géantes et d'une fanfare de rue. C'est finalement ce dernier qui est parvenu à se faufiler dans les rues et à s'approcher suffisamment du centre de congrès pour en forcer l'évacuation, et donc la fin de la réunion.

la police (risque d'arrestation élevé), la zone jaune — elle aussi très proche de la clôture de sécurité — à des actions de désobéissance civile non violente (sit-in, lancé de papier de toilette au-dessus de la clôture, etc.), la zone verte pour le repos. De plus, le principe de respect de la diversité des tactiques évite que les diverses tendances radicales se critiquent et se dénoncent en public, ce qui avait fait le jeu des autorités et de la police dans le passé. Si la police n'a pas toujours respecté (évidemment) cette division en zones, elle a été un succès pour la mobilisation anticapitaliste.



### Les sommets pour l'environnement ou le capitalisme vert?

Quelques mois plus tard, en prévision des manifestations à Québec, la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) et le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA) ont développé le principe de «respect de la diversité des tactiques», qui consiste à accepter qu'une mobilisation anticapitaliste puisse accueillir en même temps diverses formes de manifestation. La zone rouge était ouverte à la confrontation avec

En 1992, le Sommet de la Terre à Rio, au Brésil, organisé par les Nations Unies, accueillait des personnalités politiques et environ 650 Organisations non gouvernementales. Nous voici 30 ans plus tard, et tous les indicateurs environnementaux sont au rouge. C'est sans doute ce qui explique l'ampleur du mouvement de la jeunesse pour le climat, avec ses grèves scolaires et ses manifestations de plusieurs centaines de milliers



de personnes dans certaines villes, dont Montréal. Lors de la 15<sup>e</sup> conférence sur les changements climatiques (COP) qui s'est tenue à Copenhague, au Danemark, en 2009, des manifestations ont regroupé 50 000 à 80 000 personnes par grand froid. Et oui, il y avait encore des tensions entre réformistes et radicaux, et les arrestations par encerclement ont envoyé près de 1 000 personnes en détention. Défendre la planète peut avoir un coût... Lors de la COP21 à Paris en novembre 2015, des Black Blocs se sont formés en manifestation, après des semaines de discours alarmistes à ce sujet de la part des autorités. Plus récemment, il y avait encore plusieurs groupes manifestant à Glasgow, en Grande Bretagne lors du sommet de la COP26 (26<sup>e</sup> conférence « des parties » membres de l'ONU), en 2021. Et à Montréal en décembre 2022, combien serons-nous dans les rues?

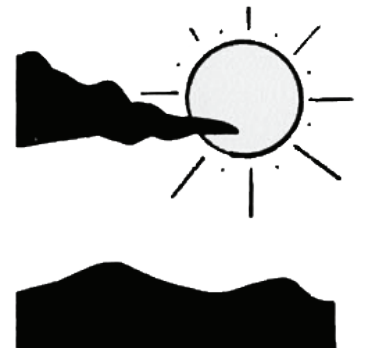
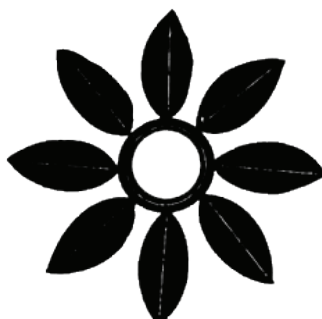
« Nous sommes une image du futur »

En 2000, le jeune mouvement altermondialiste prédisait que la mondialisation néolibérale que géraient les grands sommets internationaux allait entraîner des catastrophes. Une génération plus tard, la catastrophe est arrivée: suite de guerres impérialistes au nom de la « guerre au terrorisme », crise financière de 2008, aggravation des inégalités, corruption, accélération du dérèglement climatique. Les grands sommets internationaux pour le climat et la planète mobilisent à chaque fois des milliers de personnes dans des centaines de délégations, depuis 1992, et où en sommes-nous? Lors d'émeutes anarchistes en Grèce, des activistes du Black Bloc déclaraient: « Nous sommes une image du futur ». La lutte ne cessera qu'avec la fin des élites, ou la fin du monde.

# SOYONS COMME L'EAU



## BLOQUONS LA COP15!



# LA COMMERCIALISATION DE LA NATURE

## UNE GRACIEUSE TÊTE DE LA COP15

La COP15 est très efficace pour promouvoir une approche de la biodiversité basée sur la « gestion des actifs », qui promeut une vision marchande de la nature. Cette approche permet en fait aux capitalistes de générer plus de profits à partir de la dégradation écologique, tout en forçant les communautés du Sud à fournir un accès et un contrôle accrus de leurs terres aux gouvernements et aux puissantes ONG du Nord. Depuis le tournant du développement durable dans les années 1990, les instances de l'ONU ont fortement intégré l'idée de croissance économique, ce qui transparait dans la plupart des instances. La marchandisation du vivant est une des conséquences de cette vision économiciste qui sera discutée ici.



Selon les économistes néoclassiques dominants, la nature est détruite parce que sa valeur réelle a été négligée par les marchés financiers. Ainsi, pour inverser la tendance à la perte de biodiversité, ils affirment que nous devons mettre un prix sur les forêts tropicales, les zones humides et les écosystèmes marins. Dans le cadre du capitalisme, la marchandisation des « services écosystémiques » est le seul moyen de rendre ces systèmes naturels « visibles » pour les marchés financiers. Ce cadre développe la fausse croyance que la perte de biodiversité n'est qu'une question de juste prix.

Qu'y a-t-il de mal à transformer la nature en marchandise pour tenter de la sauver? En termes simples, une marchandise est une chose qui peut être échangée contre une autre. La marchandisation de la nature crée de fausses équivalences qui éliminent com-

plètement toute la complexité essentielle aux écosystèmes eux-mêmes. D'un point de vue écologique, 50 espèces pollinisatrices ne sont pas échangeables contre 20 jeunes arbres ni contre 2 oiseaux en voie de disparition. Les écosystèmes sont des réseaux d'interdépendance: il n'y a donc pas d'équivalence possible, les vers de terre, les abeilles et les plantes ont besoin les uns des autres pour survivre, en retirer une c'est les menacer toutes. C'est pourquoi la biodiversité est aussi vitale: si une espèce disparaît à cause du réchauffement climatique, une autre doit pouvoir reprendre son rôle pour éviter l'écroulement de l'écosystème. La destruction d'une forêt dans une partie du monde n'est donc pas échangeable contre la protection d'une forêt de taille similaire ailleurs. Et pourtant, le fait que les communautés et les écologistes soient de plus en plus contraints de décrire les habitats dont ils ont la charge en termes de biens, de services et de « capital naturel » échangeables, dans le cadre de leurs efforts pour les protéger de toute dégradation supplémentaire, témoigne de la pénétration profonde de l'économie capitaliste dans la science dominante.

Prenons, par exemple, l'idée de paiements pour les services écosystémiques. Selon cette approche, les économistes attribuent une valeur monétaire aux services que les écosystèmes naturels rendent aux êtres humains – l'atténuation du changement climatique, les services des bassins versants et la conservation de la biodiversité sont des exemples de « services naturels » fournis par des entités non humaines comme les forêts et les zones humides. En formulant les choses de cette manière, les propriétaires fonciers peuvent dans certains cas faire payer les gens pour continuer à accéder aux « services naturels » auxquels ils ont longtemps eu accès gratuitement. Dans de nombreux cas, les producteurs et les propriétaires fonciers ont trouvé un moyen de monétiser l'acte de ne pas nuire et de répartir les coûts entre les populations et les gouvernements.

Décrire la nature en termes d'unités de services écosystémiques permet également de créer des marchés de crédits de compensation. Les crédits permettent aux entreprises de continuer à détruire la nature et à polluer pour faire des profits, même lorsque des réglementations législatives limitant la destruction des habitats et la pollution sont en place. En fait, les marchés de compensation permettent aux capitalistes de générer de la richesse à partir d'une source nou-

velle, abstraite et fictive: les gens peuvent acheter, vendre et spéculer sur la réduction des coûts résultant du respect de la législation environnementale par les entreprises. En d'autres termes, les marchés de crédits (de la biodiversité et du carbone) permettent aux capitalistes de transformer la législation environnementale elle-même en une entreprise à but lucratif.

Selon de nombreux systèmes de compensation de la biodiversité, une entreprise peut acheter et détruire un habitat abritant une espèce gravement menacée à condition qu'elle achète également un certain nombre de « crédits de compensation » auprès d'une banque de biodiversité certifiée. Ces crédits sont destinés à financer l'achat de terrains destinés à la conservation de cette espèce ailleurs dans le monde, selon la croyance erronée que la protection de l'habitat ou la reforestation dans une région du monde peut simplement « compenser » le préjudice causé par la destruction de l'habitat ailleurs. D'un point de vue écologique, la richesse d'un acre de forêt amazonienne ne pourra jamais être « compensée » par le reboisement d'une parcelle de terre ailleurs, mais les marchés de compensation permettent aux entreprises de passer outre en réduisant la complexité d'un habitat à de simples chiffres que l'on peut faire passer pour équivalents à une autre parcelle de terre grâce à une comptabilité créative capitaliste. Le concept de banque de biodiversité devient encore plus absurde lorsqu'il est appliqué à des futurs abstraits. Selon certains cadres de compensation, vous pouvez détruire une zone humide existante si vous mettez de l'argent dans une « banque de biodiversité » pour la création d'une future zone humide théorique – un habitat qui n'existe littéralement pas encore et qui peut être, en réalité, impossible à faire exister.

La COP15 approfondit et normalise les modèles par lesquels le vivant est commercialisé. On s'éloigne donc encore plus d'une réelle compréhension de la logique propre aux écosystèmes en tentant de leur calquer nos modèles économiques. Les solutions qui peuvent en émerger ne peuvent qu'être contreproductives et inefficaces. Nous n'avons pas le luxe de continuer à promouvoir des fausses solutions pour inverser la perte de biodiversité alors que nous avons la possibilité de mettre en œuvre des alternatives anticapitalistes et anti-impérialistes qui fonctionnent.

# CINQ FAÇONS DONT SE PRODUIT LA COMMERCIALISATION DE LA NATURE:

## PAIEMENT DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Les producteurs ont trouvé le moyen de faire payer les gens pour le service consistant à ne pas nuire aux habitats naturels dont tout le monde dépend. Si cela permet rarement de rendre visible et de rémunérer les personnes autochtones pour leur travail, cela se traduit tout aussi souvent par des remises d'argent aux propriétaires terriens; et même lorsque les communautés sont indemnisées pour leur travail, elles sont toujours perdantes dans la mesure où elles sont contraintes d'adopter un cadre dans lequel la nature est d'abord marchandisée et enfermée.

### Exemple:

Les producteurs de café polluaient une rivière partagée par les villageois de Jesus de Otoro, au Honduras. Les villageois habitant en aval des plantations de café ont dû payer une taxe mensuelle à une fiducie administrative afin que les producteurs de café cessent de polluer la rivière.

## LE « DROIT À LA BIODIVERSITÉ » DIRECT

Les puissantes organisations environnementales du Nord achètent des terres au nom de la conservation – dans de nombreux cas, en affectant les moyens de subsistance locaux et en déposant les communautés indigènes de leurs terres.

### Exemple:

*The Nature Conservancy* est une puissante ONG basée aux États-Unis, dotée d'un budget annuel de plus de 700 millions de dollars, qui se consacre presque exclusivement à l'achat et à la mise en servitude de terres et qui possède plus de 3,1 millions d'acres de terres aux États-Unis. Elle entretient de solides relations commerciales avec des producteurs de pétrole, des fabricants de produits chimiques et des républicains de droite qui siègent à tour de rôle au sein de son conseil d'administration; elle accorde des allègements fiscaux à de riches donateurs qui cherchent à construire des maisons sur des terres autrement fermées au développement. Ils achètent souvent des terres dans le Sud, dans des pays comme le Belize et les Seychelles.

## CAPITALISME VERT

## ÉCHANGES DETTE-NATURE

Dans une variante intéressante du néo-colonialisme conventionnel, les ONG et les pays riches constituent un « fonds fiduciaire » qui rachète la dette des pays pauvres du Sud à un taux réduit auprès de leurs pays débiteurs – le pays « débiteur » paie ce fonds fiduciaire et les revenus sont affectés à des projets de conservation locaux dirigés par des organisations, des individus et des gouvernements riches. À l'instar des « taxes sur la biodiversité » directes, ces taxes servent souvent à déposséder les gens de leurs terres, tout en privatisant davantage les ressources qui étaient auparavant considérées comme appartenant au patrimoine commun.

### Exemple:

Les Seychelles sont un archipel de 115 îles à la biodiversité riche. En 2016, le *Nature Conservancy* (TNC), un groupe environnemental américain, a restructuré la dette des Seychelles de 21,6 millions de dollars due aux membres du Club de Paris (ex: Royaume-Uni, France, Belgique, Italie) avec une décote. Le gouvernement des Seychelles rembourse désormais ses prêts à ce nouveau fonds à un taux d'intérêt réduit, à condition qu'il consacre les économies réalisées sur sa dette à la conservation des océans et qu'il protège 30 % de ses zones marines de la pêche et du forage.

## BIO-PROSPECTION (BIOPIRATERIE)

Les pays et les entreprises riches exploitent des milliers d'années de connaissances des peuples sur les plantes et leur culture pour trouver de nouveaux produits chimiques et organismes rentables qui peuvent être développés en médicaments ou en produits agricoles, brevetés, puis revendus aux peuples avec un bénéfice. Les lois internationales sur la propriété intellectuelle confèrent à ces entreprises des droits exclusifs de vente de « matériel génétique commercialisé », ce qui incite les acteurs du marché libre à ne préserver les forêts tropicales et autres habitats biodiversifiés que dans la mesure où ils peuvent être privatisés et enfermés pour donner aux entreprises un accès exclusif au développement de produits médicaux et agricoles qui généreront des profits à l'avenir.

### Exemple:

Les peuples indigènes du Chiapas, au Mexique, ont réussi à stopper un projet de bioprospection financé par le gouvernement américain qui cherchait à s'appropriier le savoir maya et les plantes médicinales et à obtenir un contrôle monopolistique exclusif sur ces ressources par le biais de brevets et de la propriété intellectuelle.

## LES MARCHÉS DE COMPENSATION DU CARBONE ET DE LA BIODIVERSITÉ

Les entreprises sont autorisées à détruire des habitats riches et existants tout en prétendant compenser leur préjudice écologique en plaçant de l'argent dans une banque pour la préservation ou la restauration d'un habitat théorique – souvent un habitat fictif qui n'existe peut-être pas actuellement et qui ne pourra peut-être jamais voir le jour.

### Exemple:

Le « *Compensatory Mitigation Program* » des États-Unis permet de détruire des zones humides à condition d'acheter des crédits auprès d'une « banque d'atténuation » pour certaines zones humides théoriques qui ne se trouvent pas immédiatement sur le site de destruction de l'habitat ou à proximité.

# LA PESTE, LE CHOLÉRA OU LES DEUX?

## DES CRÉDITS-CARBONE AUX CRÉDITS-BIODIVERSITÉ

Les banques et les ONGs mondiales sont prêtes pour le grand saut vers les crédits de biodiversité, comme l'annonce le dépôt d'un document de 40 pages de l'OCDE sur les crédits de biodiversité. Cependant, l'instauration des crédits carbone depuis le protocole de Kyoto n'ont rien amélioré 15 ans plus tard. Voyons pourquoi il est impératif de refuser ce genre de solutions au déclin de la biodiversité.

Un crédit carbone équivaut à une tonne de CO<sub>2</sub> ou son équivalent en gaz à effets de serre. Les crédits de carbone se basent sur l'idée que le réchauffement climatique est un problème global, et donc que nous pouvons réduire l'émission de gaz à effet de serre qui cause le réchauffement climatique n'importe où dans le monde. Ces crédits peuvent être l'objet d'échanges et de transactions, avec comme objectif de mettre un prix sur l'émission de gaz à effets de serre. Est-il logique que les pays puissent échanger leur droit de polluer? Par exemple, est-il logique que les travailleuses de certains pays qui reçoivent des salaires plus bas se voient forcées de compenser la déforestation dans les pays où les salaires sont les plus élevés?

D'abord, dans le cas des crédits de carbone, il faut ouvrir la boîte des calculs des émissions historiques de CO<sub>2</sub>. En effet, dans le traité de Paris, comme dans les traités précédents, on utilise les gaz à effets de serre produit

dans chacun des pays. Cela ne prend pas en compte par exemple que l'Asie produit la vaste majorité de nos appareils électroniques. Ne serait-il pas plus raisonnable, puisque tout les pays du monde n'ont pas profité également du pétrole (et de l'enfer automobile qu'il apporte) depuis les années 1930, de considérer l'émission historique des différents pays pour voir qui n'aurait pas encore brûlé son quota de combustible fossile? Cela serait certes raisonnable, mais il apparaîtrait aux yeux de toutes que le Canada, les États-Unis et l'Europe, étant les plus grands pollueurs, ont déjà bien rempli leurs quotas. Or, les crédits de carbone s'adressent à ceux qui peuvent payer 10% de plus pour leur billet d'avion vers Cancun pour voir le gaz à effet de serre compensé. Ou pour le dire plus directement: les crédits de carbone servent à légitimer la consommation des personnes les plus riches des pays les plus riches. Mais au contraire, ce devrait être les riches des pays les plus aisés qui cessent la destruction de la planète au plus vite.

Appliquer cette logique à la biodiversité va apporter les mêmes problèmes: on pellette les problèmes dans la cour des pays les plus pauvres. C'est une manière de nous garantir que l'on continue à manger des OGMs cultivés en monoculture pendant encore longtemps... mais que ces monocultures soient compensées par la préservation de l'animal menacé d'extinction qui coûte le moins cher à sauver.

Vous n'avez pas vraiment besoin d'aller plus loin pour voir à quel point l'idée est absurde, mais patience, ça s'améliore. Pour qu'une espèce soit jugée « apte à compenser », il faut que quatre conditions soient remplies: l'additionnalité, la permanence, le non-dédoublement et la prise en compte des effets secondaires. Ce sont les principes qui sont appliqués pour déterminer actuellement si un crédit de carbone peut être accordé, et ces principes font du sens... pour les gens qui veulent continuer à polluer. Observons les uns à uns pour constater l'ampleur du problème.

Premièrement pour qu'un crédit soit accordé, il faut qu'il se base sur un dommage à l'environnement estimé. Plus une compagnie planifie polluer, plus elle est éligible à de larges crédits. Alors les compagnies ont tout avantage à présenter leurs projets plus polluants qu'ils ne le sont vraiment, afin obtenir des crédits pour rendre leurs projets plus « verts ».



## OGM, AGRICULTURE ET BIODIVERSITÉ

Nos modes de production alimentaire s'insèrent dans la mondialisation de la production alimentaire où notre rôle se limite à des productions particulièrement rentables sur le territoire. Les fermes sont désormais des entreprises: la ferme moyenne du Québec vaut désormais 3,1 millions de dollars. Dans ce contexte, c'est 47% des surfaces agricoles qui sont consacrés au soja et au maïs, à 78% génétiquement modifié. Ces modifications génétiques servent principalement à immuniser les plantes contre un herbicide, le *Roundup*, qui permet d'éviter la croissance d'autres plantes qui feraient compétition à la culture. Il n'y a donc pas de raison de payer pour ces OGMs si on n'utilise pas le *Roundup*, si bien que c'est 7200 kilomètres carrés (16 fois la superficie de l'île de Montréal) de terres qui sont aspergées de près de 2 millions de kilos du produit. Si on ajoute les autres pesticides utilisés, on s'imagine à la fois l'accumulation dans les sols, l'écoulement dans les rivières et les effets sur la biodiversité en aval. Mais puisque la majorité du maïs et du soja traité sert à nourrir le bétail qui est ensuite transigé sur le marché mondial, interdire le *Roundup* signifie que le prix n'est plus compétitif, ce qui détruit un large secteur de production agricole. Il faut toutefois renverser ce défaitisme: en chassant ces mégaproductions alimentaires nuisibles, il devient possible de produire davantage de produits diversifiés qui auront des débouchés locaux. Les conséquences sur la biodiversité de notre alimentation sont énormes alors que l'on s'empoisonne à petit feu.



Évidemment, les scandales s'empilent parce que les mécanismes demandent beaucoup de spécialistes, d'avocats, de comptables et d'investissement financiers. Avec les crédits de biodiversité, les entreprises vont littéralement prendre en otage des espèces animales dans leur planification: «si vous ne nous donnez pas 4 millions de dollars supplémentaires, on utilisera assez de glyphosate pour tuer les dernières rainettes faux-grillon dans notre plantation de maïs».

Deuxièmement, il faut que les transformations soient permanentes, c'est-à-dire que les arbres qui sont plantés, par exemple, restent plantés dans le sol. C'est excessivement complexe dans le contexte où les écosystèmes sont mouvants. À moins que par exemple, les plantes soient transformées en charbon qui soit remis dans le sol. Ne serait-il pas plus simple de ne pas extraire les combustibles fossiles et de les garder là où ils sont depuis des millions d'années? On s'imagine la même chose avec la préservation des espèces: sans les équilibres écosystémiques, il est impossible qu'un animal survive longtemps.

Troisièmement, il ne faut pas que les projets soit comptés deux fois. Les disputes sur cet enjeu précis sont intéressantes: le Brésil demande de compter les efforts qu'il fait pour ralentir la destruction de la forêt amazonienne. Du même coup, avec les réchauffements climatiques, les forêts aux pôles s'étendent d'autant plus vers le nord et le sud, à cause de la destruction du pergélisol. Qu'est-ce qu'il faut alors compter, la fonte du pergélisol qui libère du CO<sub>2</sub> ou la croissance des arbres? Pensez surtout aux avocat-es internationaux, aux actuaire, aux négociateur-trices, aux diplomates qui salivent devant les contrats qu'ils auront pour résoudre ces questions, en mangeant du caviar dans des sommets internationaux.

Mais la cerise sur le gâteau c'est la question des effets secondaires. Vous imaginez le problème: dans plusieurs pays, si on plante des arbres sur des terres qui étaient occupées par des paysan-nes, ou pire encore sur des terres où des communautés nomades venait cueillir des plantes de manière saisonnière, ces personnes risquent d'utiliser des terres adjacentes. Il y a donc effet secondaire: la protection d'une zone entraîne la destruction ou l'utilisation d'une autre. Pour éviter ces effets secondaires, si on «sauve une forêt», il faut alors la protéger, la surveiller, c'est évident. Bref, pour s'assurer de la biodiversité, il faut qu'il y ait une «bonne gouvernance»,

c'est-à-dire que l'on s'assure de réprimer les paysan-nes et les communautés autochtones qui risquent d'aller déboiser plus loin lorsque leurs terres seront volées pour préserver des espèces menacées. Ça va donc prendre plus de flics.

Les crédits de biodiversité comme les crédits de carbone ne servent qu'à légitimer la continuation de la consommation des plus riches des pays du Nord global. Pire, elles viennent favoriser un enchevêtrement de politiciaileries qui viennent s'assurer du maintien de la domination des populations les plus pauvres du globe. Les populations paysannes et autochtones sont parmi les plus marginalisées et les plus défavorisées, mais ces populations

sont celles qui détruisent le moins la planète par la consommation, simplement parce qu'ils ne peuvent pas se permettre d'acheter grand chose. Même que certaines communautés autochtones pourraient avoir un effet bénéfiques sur leurs territoires. En effet, iels possèdent quand même les stratégies les plus soutenables pour la planète, comme le suggère plusieurs agronomes. Iels seront aussi les plus touchés parce qu'ils dépendent directement des écosystèmes pour leur survie. Au lieu de prendre en compte leurs expériences, on va donner du fric à des gens qui crachent sur les plus démunies en tentant de les forcer à sauver la planète à leur place. Ne leur laissons pas cette chance, bloquons la COP15.

## CONTRAIREMENT AUX DINOSAURES



# FAIRE LA GRÈVE

## CONTRE LA COP15

**N**ous sommes tou·tes concerné·es par la lutte pour la protection de la biodiversité. Nous fonçons dans un mur. Les conséquences du capitalisme seront bientôt irréversibles. La COP15 est une illusion qui ne fait qu'aggraver la destruction des habitats et des populations. S'opposer à la COP15 nous permet de faire entendre des discours divergeant de ceux des pétrolières, des compagnies et des États. Il faut utiliser cette mobilisation pour nous regrouper et agir contre les États et les entreprises responsables du déclin de la biodiversité.

Dans ce contexte, faire la grève est l'outil collectif essentiel dont nous disposons pour nous libérer des responsabilités liées au travail ou aux études. Ce moyen d'action permet aux divers groupes communautaires et aux associations étudiantes de se mobiliser et de participer à des ateliers, des discussions, des manifestations de rue ainsi que des blocages pendant le déroulement de la COP15. Renversons la vapeur: participer à l'action du mouvement écologiste nous permet de réfléchir à des alternatives pour se débarrasser de l'emprise des États et des intérêts privés. Ces derniers doivent comprendre que nous ne sommes pas tassables, nous serons sur leur chemin pendant le Congrès de la COP15.

À vrai dire, dans une période où les crises de toutes formes s'empilent, nous devons nous organiser et nous unir pour soutenir les luttes des populations marginalisées, des personnes autochtones, des personnes vivant dans le Sud global, des personnes racisées, des personnes à faible revenu et des personnes migrantes qui sont davantage affectées par le déclin de la biodiversité et par les décisions prises lors de la COP15.

La mobilisation pour la justice climatique prend de l'essor depuis quelques années. Nous devons profiter de ce momentum dans la campagne contre la COP15. Lors de la première assemblée de la Coalition anticapitaliste et écologiste contre la COP15, une proposition a été rédigée incitant les associations étudiantes et les groupes à adopter une position d'opposition, puis à voter un mandat de grève du 7 au 9 décembre. Ces dates correspondent au début du sommet ayant lieu au Palais des Congrès.

Les grèves sont ancrées historiquement et amènent de réelles transformations sociales. En s'attaquant aux figures du



# BLOQUONS LA COP15 ET LE CAPITALISME!

pouvoir, nous parviendrons à dénoncer le discours du capitalisme vert et à perturber le déroulement des activités de la COP15. Il est impératif que les associations étudiantes et les groupes encouragent leurs membres à s'engager activement dans la lutte et les réfèrent à la coalition. Si vous êtes membre d'un groupe communautaire ou étudiant, présentez la résolution en assemblée générale, argumentez sur la nécessité d'une grève et faites partie de la solution à la crise climatique. La proposition entière se trouve sur le site <https://www.fucklacop15.org>.

Approprions-nous la lutte, planifions des actions et accaparons-nous le palais des congrès tou·tes ensemble.

